## La poudrière du

IX ans après la fin de la guerre du Golfe, aucune des grandes questions du Proche-Orient n'a trouvé un début de solution.

La destruction quasi apocalyptique de l'Irak, en février 1991, a laissé ce pays en proie aux ambitions de ses voisins et plongé dans l'instabilité. Au soulèvement du Kurdistan et à l'insurrection – brutalement étouffée – des chiites du Sud sont venues s'ajouter les pénuries de tous ordres et les tragédies sociales (mortalité infantile, épidémies, famines) causées par un injuste embargo imposé par les Etats-Unis, décrété par l'ONU et partiellement levé à la fin de 1996. Mais la population continue de vivre un enfer. « Pour survivre, l'Irak devra probablement devenir un protectorat des Etats-Unis ou des Nations unies (1) », avait-on promis à Washington. Est-ce pour cette raison – pour que l'Irak implose et « tombe comme un fruit mûr » – que le président George Bush n'avait pas permis au général Norman Schwarzkopf d'« annihiler complètement » l'armée irakienne (2) ?

Quoi qu'il en soit, l'homme fort de Bagdad reste au pouvoir; l'autocratie se maintient également en Arabie saoudite ; la démocratisation du Koweït et dans les émirats du Golfe paraît plus chimérique que jamais; l'islamisme radical s'enracine et s'étend aussi bien en Egypte qu'en Jordanie ou au Liban; et le désengagement syrien - comme israélien - du pays du Cèdre est renvoyé aux calendes grecques, ou à l'après-Hafez El Assad, le dictateur de Damas. Quant aux Kurdes irakiens, ils ont été, une fois encore, sacrifiés au nom du réalisme politique, Ankara redoutant la création d'un Etat autonome à sa frontière orientale (au nord de l'Irak), qui pouvait devenir un exemple pour les dix millions de Kurdes de Turquie.

FINALEMENT, Israël aura été le grand bénéficiaire, dans cette région, des deux crises majeures de l'année 1991: la guerre du Golfe et l'effondrement de l'Union soviétique. D'une part, la défaite de l'Irak et le maintien de l'embargo ont durablement débarrassé Tel-Aviv d'un redoutable adversaire. D'autre part, l'implosion de l'URSS et le chaos russe ont accéléré l'arrivée de centaines de milliers d'immi-

grants ex-soviétiques, et renforcé la politique de peuplement devant permettre à Israël de gagner, sur l'espace qu'il domine, la bataille démogra-

phique.

Cette double victoire a été si nette qu'elle a raidi l'intransigeance des différents gouvernements israéliens qui se sont succédé depuis. Le premier ministre de l'époque, M. Itzhak Shamir, n'admettant plus l'existence d'une quelconque « ligne verte » séparant Israël de la Cisjordanie, déclarait alors : « Les Territoires appartiennent à Israël. Les juifs s'implanteront partout sur notre terre jusqu'au bout de l'horizon (3) ». Au sein de son parti, le Likoud (droite), des « faucons » comme M. Ariel Sharon réclamaient une politique encore plus intransigeante. Car la grande tentation des extrémistes israéliens a toujours été de procéder à une expulsion massive des Palestiniens. Et, au sein du gouvernement de M. Itzhak Shamir, des partis d'extrême droite penchaient effectivement pour une solution radicale : déporter en masse la communauté palestinienne, effacer la trace de sa présence sur toute l'étendue du « Grand Israël »...

Pourtant, des événements tragiques, entre 1989 et 1996, dans l'ex-URSS, aux Balkans ou au Caucase auraient dû rappeler à ces « éradicateurs » qu'on n'« efface » pas les peuples. Violences et déportations massives n'ont nullement entamé la volonté d'indépendance, par exemple, des Lituaniens ou des Tchétchènes. Israël lui-même, selon la thèse historique sioniste, n'est-il pas le meilleur exemple d'un « peuple » dispersé par la force, dont le Temple fut rasé, et qui, dix-neuf siècles plus tard, cherche à se rassembler dans « le foyer perdu » ? Cette tragique expérience aurait dû conduire Tel-Aviv à une plus lucide appréciation des leçons de l'histoire.

Car, de toutes les guerres ethniques qui ensanglantent la planète, celle qui oppose Israéliens et Palestiniens est sans doute la plus ancienne. « Un conflit vieux de plus de cent ans », reconnaissait Itzhak Rabin. Elu premier ministre (travailliste) en juin 1992, le général avait promis d'accélérer les négociations de paix avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), alors que le Likoud n'avait accepté que du bout des lèvres la tenue de la conférence de Madrid, ouverte le

30 octobre 1991.

## monde



« Déluge », extrait d'une série intitulée Pierre et Soif, de la photographe palestinienne Hala Hilmi Hodeib.

Si la Déclaration de principes signée le 13 septembre 1993 à Washington allait dans le sens de la création, à moyen terme, d'un Etat palestinien souverain, très vite, dès Oslo II, Itzhak Rabin corrigeait cette perspective et ne concédait aux Palestiniens qu'un ersatz d'autonomie tellement minime – il s'agit, en fait, de créer quelques « bantoustans » sous le contrôle d'Israël – que les concessions consenties par l'OLP risquent de discréditer celle-ci et son chef, M. Yasser Arafat, aux yeux d'une importante partie de la population palestinienne meurtrie, désespérée, et tentée par le radicalisme islamiste, voire les actions terroristes.

QUR l'ensemble des territoires occupés, devant D la parcimonie des retraits de l'armée juive et les absurdités kafkaïennes de l'administration israélienne (4), la colère populaire s'est exprimée à plusieurs reprises très violemment. A Gaza tout particulièrement; car sur cette bande côtière aride s'entassent près d'un million de réfugiés qui, en fuyant leurs foyers lors de la guerre de 1948-1949, avaient déjà tout perdu. Depuis 1967, ils ont vécu sous occupation militaire, soumis à de permanents couvre-feux, qui les affamaient et les humiliaient. Cette population – dont la densité est l'une des plus fortes du monde – y vit pratiquement sans eau, sans travail, sans espoir. Un véritable enfer. Les quelques terres fertiles ayant été cédées à des colons juifs par les anciennes autorités d'occupation.

Malgré la célèbre poignée de main entre Itzhak Rabin et M. Yasser Arafat à Washington, le 13 septembre 1993, la reconnaissance mutuelle d'Israël et des Palestiniens et la signature des accords d'Oslo, l'intransigeance du gouvernement israélien, sur le fond, n'a jamais molli.

Avant d'être assassiné, en 1996, par un extrémiste juif, Itzhak Rabin avait continué de favoriser l'installation de colons dans les territoires occupés. Ces colons sont actuellement plus de 150 000. Et l'actuel premier ministre, M. Benyamin Nétanyahou, soutenu par l'extrême droite raciste (5), vient de répéter, au mépris des résolutions des Nations unies et des recommandations de Washington, que le nombre de colons juifs à Jérusalem-Est ou dans les implantations israéliennes de Cisjordanie serait doublé. Que le bou-

clage de Gaza et de la Cisjordanie serait imposé chaque fois que nécessaire. Que la répression contre « le terrorisme palestinien » serait renforcée (6). Et que l'Etat palestinien – dont les Nations unies décidèrent la constitution, aux côtés de l'Etat juif, dans leur plan de partage du 29 novembre 1947 – ne sera pas reconnu.

Est-ce ainsi que Tel-Aviv prépare la restitution complète des territoires occupés aux Palestiniens? Les accords d'Oslo sont à l'agonie. La communauté internationale – au premier chef, l'Union européenne – laisse faire. Les Etats-Unis, plus que jamais, tolèrent les excès irresponsables du gouvernement israélien. Après cinquante ans d'affrontements, Israéliens et Palestiniens n'ontils pas assez vérifié que les solutions unilatérales, imposées par la force, conduisent à l'impasse? Que les cinq guerres gagnées par Israël ne lui ont pas permis de faire accepter, par les pays environnants, son installation dans la région, et de remporter la bataille principale, celle de la paix?

La sécurité d'Israël n'est plus menacée par les Etats arabes. Aux yeux de Washington (qui lui accorde 3 milliards de dollars d'aide par an), Israël n'a plus l'importance stratégique du temps de la guerre froide. Le contexte régional se trouve en pleine mutation après la fin des conflits du Golfe et du Liban. De plus en plus de citoyens des pays arabes aspirent à la démocratie, alors que le conflit israélo-palestinien continue de fournir un prétexte aux régimes autoritaires pour se mainte-

nir en place.

Alors que, après les accords d'Oslo, le Proche-Orient s'était mis à rêver de la paix et de ses dividendes, la région est redevenue la principale poudrière du monde, où les achats d'armes ne cessent de s'intensifier en raison des facteurs d'incertitude qui, depuis l'élection de M. Benyamin Nétanyahou (7), se sont dangereusement multipliés.

## IGNACIO RAMONET

(3) Le Monde, 26 septembre 1991.

<sup>(1)</sup> International Herald Tribune, 25 février 1991.

<sup>(2)</sup> International Herald Tribune, 28 mars 1991.

<sup>(4)</sup> Lire Christian de Brie, « Cauchemar ordinaire à Naplouse », Le Monde diplomatique, décembre 1996.

<sup>(5)</sup> Lire Dominique Vidal, « Aux origines de la pensée de M. Nétanyahou », Le Monde diplomatique, novembre 1996.

<sup>(6)</sup> Lire, à cet égard, un extrait du rapport d'Amnesty International, « Torture sous contrôle médical en Israël », Le Monde diplomatique, janvier 1997. (7) Lire Dominique Vidal, « Israël, une société en crise entre guerre et paix », Demain l'Orient, Paris, avril 1997.